

Département
de l'Essonne
Arrondissement d'Evry-
Courcouronnes

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2604CC007

Service : CCAS
Affaire suivie par : Ludivine SERBERA
Nomenclature : **5.2-1 INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE-règlement intérieur**
Objet : **Règlement intérieur du Conseil d'Administration du CCAS**

L'an deux mille vingt-six, le 15 avril à 10h, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la commune de Draveil, légalement convoqué le 09 avril 2026, s'est assemblé dans la salle du cercle GUEGAN de Draveil, sous la présidence de Mme Anne-Marie Jourdanneau-Fort, Présidente du CCAS.

Le Président

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Art R421-1 du Code de Justice Administrative : La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-2 du CJA : Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-3 du CJA : Toutefois, l'intéressé n'est forcé qu'après un délai de deux mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :

1° Dans le contentieux de l'excès de pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis des assemblées locales ou de tous autres organismes collégiaux ;

2° Dans le cas où la réclamation tend à obtenir l'exécution d'une décision de la juridiction administrative.

Art R421-4 du CJA : les dispositions des articles R421-1 à R421-3 ne dérogent pas aux textes qui ont introduit des délais spéciaux d'une autre durée.

Art R421-5 du CJA : Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision.

De même, en cas de recours ne

Présents : Mme Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT, Mr Jean-Nicolas KALKIAS, Mme Annette CHEVEREAU, Mr Marc SAINT-JULIEN, Mme Monique ALEXANDRE, Mme Josyane LANTHIER, Mme Louissette GIRONDEAU, Mme Karinne GAZAGNE, Mr Jean-François LE BOULCH, Mme Cécile VIC, Mme Fabienne BELLAY,

Absents, Excusés, Représentés :

Absents, Excusés, non Représentés : Mme Valérie HASCOET. Mme Marie-Françoise CHANARD-DUSSAUD,

Secrétaire : Mr Marc ST JULIEN

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L. 123-6 et L. 123-8 et R. 123-7 à R.123-28,

Vu l'article R.123-19 du code de l'action sociale et des familles,

Considérant que le conseil d'administration du CCAS établit son règlement intérieur, lequel a vocation à définir l'organisation et le fonctionnement interne du conseil d'administration dans le respect des règles préalablement fixées par le code de l'action sociale et des familles.

Le Conseil d'Administration, après en avoir délibéré, à l'unanimité

APPROUVE l'adoption du règlement intérieur du conseil d'administration du CCAS de Draveil tel que présenté en annexe.

DIT QUE ce règlement définit l'organisation et le fonctionnement interne du conseil d'administration du CCAS.

DIT QUE ce règlement peut à tout moment, faire l'objet de modifications par délibération du conseil d'administration.

DIT QU'A compter de son approbation en séance, tout membre est réputé en avoir pris connaissance et devra en respecté l'ensemble des dispositions.

DESIGNE Madame la Présidente ou le vice-président du CCAS, sont

nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

autorisés, chacun en ce qui les concerne, à effectuer toutes les formalités administratives et techniques nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Notification le

Publication le

Transmission en préfecture le

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre les membres présents,
Expédition certifiée conforme.*

Fait à Draveil, le 15 avril 2026

Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT
Présidente du CCAS

